

Nous venons de quitter une année particulière. Et nous ne savons pas de quoi l'année qui commence sera faite. Délivrer un message dans ces conditions constitue un exercice délicat et peut paraître présomptueux ; il est cependant – pour moi - utile et nécessaire pour essayer de comprendre ce que nous vivons.

Utile et nécessaire pour vous aussi, je l'espère, parce que vous attendez sans doute que je m'exprime sur ce sujet, et que je l'ai promis lors de mes précédentes interventions, à l'occasion de cérémonies identiques auxquelles plusieurs d'entre vous ici présents ont participé.

Je n'ai pas la prétention de vous donner toutes les clés pour comprendre la crise que traverse notre pays, mais je vais vous donner ma vision de celle-ci, en ma qualité de parlementaire et de simple citoyen.

Ce mouvement est révélateur d'inquiétudes, d'angoisses relatives aux dysfonctionnements de la société.

Il y a un très fort sentiment d'injustice sociale bien sûr, mais pas seulement.

Je ne suis pas certain que la cause du malaise soit uniquement le fait de ne pas se sentir entendu. Il y a aussi le sentiment chez certains de nos compatriotes que la société dans laquelle ils vivent n'est plus faite pour eux.

Dès lors ce qui n'apparaît qu'un détail à une technocratie soucieuse d'équilibres budgétaires, aussi virtuels que leur raisonnement, est considéré comme une violence

de plus. Et puis il y a les mots qui blessent et qui sont ressentis comme une autre forme de violence.

Souvent aussi les mêmes ont renoncé à s'exprimer dans les urnes, quand d'autres ne sont même pas inscrits sur les listes électorales. Et ils sont de plus en plus nombreux à chaque élection !

Ce qui est en cause tout d'abord c'est la crise de la représentation politique, résultat de notre mode d'élection et du fonctionnement de nos institutions, qu'elles soient nationales ou locales. Mais c'est aussi toutes les formes de représentations, syndicales et médiatiques.

Attardons-nous dans un premier temps, un instant sur le sujet, au plan national.

1. Il y a en France 52 millions de personnes majeures en âge de voter, mais il n'y en a que 47,5 d'inscrites sur les listes électorales. Soit 4 millions et demi de personnes qui ne votent pas !

Rappelons-nous qu'Emmanuel Macron a été élu avec 65 % des voix, au second tour, mais pas 65 % des Français. En réalité, 44 % seulement de ceux qui avaient la possibilité de voter ont fait ce choix. Le chiffre tombe à 40 % en incluant tous les Français.

Si on analyse les données brutes des résultats des dernières présidentielles, on peut dire que :

- Au premier tour, 83% des personnes majeures en France, inscrites ou non, n'ont pas voté pour Emmanuel Macron.

- et au deuxième tour, les Français qui ont voté, ni pour Marine le Pen, ni pour Emmanuel Macron, sont plus nombreux que ceux qui ont voté pour lui.

On comprend mieux alors les revendications de ceux qui appellent à prendre en compte les votes blancs ou nuls.

2. Vient ensuite le fonctionnement de nos institutions où l'élection d'une majorité écrasante et obéissante a conduit à renforcer le pouvoir exécutif et la technostructure qui en dépend, au détriment du Parlement.

Si le Parlement est déconsidéré, ce sont aussi nos concitoyens-électeurs qui le sont, d'où la crise de la représentation politique.

3. Vient enfin la manière dont le pouvoir est exercé. La verticalité de celui-ci associée à :
  - La volonté délibérée de ringardiser l'idée même de partis politiques, qu'ils soient de droite ou de gauche,
  - La mise à l'écart des corps intermédiaires, tels les syndicats,
  - L'affaiblissement du mouvement associatif en le privant de moyens, telle la suppression des emplois aidés
  - Et au peu de considération faite aux élus locaux en particulier.
  - ... ne pouvait conduire qu'à se retrouver face à des individus rassemblés à partir des réseaux sociaux et d'un symbole vestimentaire. Ceux-là même qui se disent être le peuple et avec qui il est difficile de parler sereinement comme il est possible de le faire avec des organisations reconnues.

Et c'est ainsi que nous sommes passés en quelques semaines d'une crise sociale à une crise sociétale et d'un mouvement populaire à un mouvement aux accents populistes.

Il y a danger, et ce danger est perceptible en dehors de nos frontières ; j'ai pu le constater en recevant des amis vivant à l'étranger ces derniers jours.

Un grand débat citoyen et des cahiers de doléances suffiront-ils à inverser ce sentiment ?

Je ne le crois pas.

Einstein disait « on ne résout pas un problème avec les modes de pensée qui l'ont engendré ».

Penser que le référendum d'initiative citoyenne soit la solution et l'annoncer ainsi, je ne le pense pas non plus.

Et je ne pense pas qu'il serve la démocratie, s'il n'est pas strictement encadré et placé au juste niveau d'importance des sujets abordés.

Donner la parole au peuple comme on l'entend souvent - revendication y compris portée par des formations politiques - mérite qu'on s'entende sur ce que l'on entend par le mot « peuple ».

Le peuple c'est à la fois ses représentants et ceux qui les désignent.

Le peuple ce sont les Français d'aujourd'hui, mais aussi les Français d'hier.

Imagine-t-on remettre en cause la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen, partie intégrante de notre Constitution, qui régit nos principes républicains fondamentaux depuis 1789, et au nom desquels nos lois sont encore écrites aujourd'hui ?

Personne n'oserait le faire, je l'espère.

Il y a une forme de politique qui peut être redoutable, c'est la politique de l'opinion dont il faut toujours rappeler qu'elle n'est pas synonyme de démocratie, car elle saute l'étape cruciale de la délibération, laquelle doit être dûment informée.

Et le moins que l'on puisse dire, c'est que sur les sujets essentiels, l'information détaillée et tenant compte de la complexité, fait trop souvent défaut.

Nous sommes en effet passés d'une société de la connaissance à une société de l'information immédiate, de l'émotivité, de la diffusion en boucle, quand il ne s'agit pas de fausses informations savamment distillées.

La gestion de la crise au sommet de l'État ne saurait découler de l'usage d'une seule boussole, « l'acceptabilité » des mesures par la population, parce qu'il s'en trouvera toujours pour les refuser. La gestion de la crise des migrants nous l'a montré en 2015 et 2016, puis s'est confirmée en 2018.

Je ne crois pas qu'on puisse gouverner, ou qu'on doive gouverner, sous la dictée d'une politique d'opinion.

Jean-Jacques Rousseau l'expliquait d'ailleurs par cette métaphore, je cite « la domination même est servile quand elle tient à l'opinion, car tout dépend des préjugés de ceux que tu gouvernes par les préjugés ».

Venons-en maintenant à nos institutions locales.

Qu'en est-il après la réforme territoriale qui semble, à tous les échelons, avoir éloigné les citoyens des centres de décisions et alimente la crise de la représentation politique que j'évoquais plus tôt ?

1/ Parlons de la Région dont Reine-Marie Waszak vient de nous dresser utilement un bilan flatteur. Mais quel est le ressenti aujourd'hui ? Elle très grande, ou trop grande !

Bordeaux ressemble de plus en plus à Paris dont elle s'est rapprochée avec le TGV à 2h30. Mais on ne parvient plus à y circuler, les prix de l'immobilier s'envolent, les plus fragiles sont repoussés à l'écart de la métropole et doivent recourir à leur véhicule pour rejoindre leur travail et patienter dans les embouteillages. Et ce n'est que le début.

On ne parle plus de *Nuits romanes*, de soutien aux petites communes ou aux associations qui en faisaient une collectivité de proximité.

On y parle de formation, mais l'AFPA n'a pas été reprise au Vigeant comme dans d'autres villes éloignées et sa fermeture est annoncée pour cette année.

On y parle en revanche beaucoup de recherche et d'innovation - il en faut bien sûr.

Mais quelle perception peuvent avoir les plus fragiles, menacés dans leur emploi, des futurs supermarchés sans caissières, des voitures sans chauffeur, et autres avancées

technologiques ? Ces transformations ne sont pas forcément pour eux synonymes de progrès, mais plutôt d'exclusion future.

Parlons maintenant du Département.

2/ Poitiers s'appelle désormais Grand Poitiers et communauté urbaine, comme pour concurrencer le département : 220 000 habitants pour l'un et 440 000 pour l'autre.

Chauvigny s'est noyé dans ce même Grand Poitiers, quand certaines petites communes rurales qui l'ont rejoint -avec les encouragements des services de l'Etat- envisagent symboliquement « Le bon coin » comme ultime solution pour trouver un vrai repreneur.

En regroupant les collectivités locales en intercommunalités plus grandes à l'échelle des départements, en ajoutant des compétences aux intercommunalités et en les retirant par voie de conséquence aux communes, nos concitoyens ont le sentiment qu'ils ont de moins en moins d'influence sur les décisions qui concernent leur quotidien.

Dès lors, comme leur maire, ils ont l'impression de ne plus pouvoir se faire entendre ; alors qu'ils aspirent à l'être de plus en plus sur les sujets qui touchent à leur quotidien, dans une société de plus en plus horizontale, régie par les réseaux et le numérique.

C'est pourquoi je crois qu'il faudrait redonner toute sa place à cette *démocratie de proximité* qui est celle de l'échelon local, de manière à répondre à l'aspiration populaire qui s'exprime dans la crise actuelle. Mais pour y parvenir, il ne faudrait naturellement pas que les structures intercommunales apparaissent, aux yeux de nos

concitoyens, comme une technostructure de plus ; un sentiment que les maires éprouvent déjà parfois aujourd'hui...

Les maires, vous allez être mis à contribution pour le grand débat national qui s'engage. Mais il faut aussi que vous fassiez remonter à l'échelle nationale ce qui ne va pas chez vous, le malaise que vous éprouvez. Il faut ouvrir le débat aussi sur ce sujet parallèlement à l'expression citoyenne.

Pour ma part, ce que j'entends tout au long de ces cérémonies de vœux vient nourrir mes réflexions et alimenteront celles de mon groupe parlementaire « Libertés et territoires ».

Choix prémonitoire pour faire entendre la voix de ces lieux méconnus et par trop méprisés par un Etat de plus en plus jacobin.

Ceci étant dit, je terminerai mes propos en ayant conscience que le début d'année est toujours un moment qui permet l'espérance, et en tout cas il l'encourage. Aussi permettez-moi de vous souhaiter tout à la fois :

–des sourires pour chasser la tristesse si elle devait s'inviter,

-de l'audace pour que les choses ne restent jamais en place,

–de la confiance pour faire disparaître les inévitables doutes,

–des gourmandises pour croquer la vie comme elle le mérite,

–de la générosité pour le plaisir de partager, puisqu'au fond c'est l'essentiel,



–de la force pour continuer à rendre heureux ceux que vous aimez.

Merci de votre attention et Bonne et heureuse année 2019 à tous et à chacun de vous.